



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 88 – juin 2018

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 103 – Corée du Sud



À l'image de la Chine ou du Japon, la Corée du Sud possède une bureaucratie influente qui concentre un fort pouvoir décisionnel dans la gestion de la société depuis son indépendance en 1948. De la mise en œuvre de plans de développement national dans les années 1960 au large mouvement de réformes du secteur public faisant suite à la crise économique asiatique de 1998, le gouvernement a été central dans le contrôle du développement social et économique du pays. En parallèle à cette évolution, la fonction publique a connu une croissance remarquable, notamment en matière de formation comme l'illustrent les 617 programmes d'administration publique proposés en 2010 dans l'enseignement supérieur coréen. La gestion des ressources humaines et la formation dans le secteur public se caractérisent également par leur performance comme l'indique l'indice international d'efficacité de la fonction publique (*International Civil Service Effectiveness Index - InCiSE*) publié par la Blavatnik School of Government (université d'Oxford) qui classe la Corée du Sud à la 9e place sur 31 pays.

[En savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 – Budget et performance

- Élaboration et exécution
- Mesure de l'efficacité et évaluation

- Contrôle et audit des finances publiques
- Règles et traités internationaux

Espagne



Une étude, publiée par le Centre de Recherche en Économie et Santé de l'université Pompeu Fabra et par l'université de Barcelone, dresse un bilan de **l'introduction d'une taxe sur les boissons sucrées entrée en vigueur le 1^{er} mai 2017 en Catalogne**. Un an après sa mise en place, l'augmentation des prix des boissons sucrées dans les supermarchés de Barcelone et de Madrid oscille entre 7 % et 8 % pour les canettes de 33 centilitres et de 14 % à 32 % pour les bouteilles de deux litres. L'étude, effectuée sur un échantillon de population de plusieurs quartiers modestes de Barcelone, conclut que **la fréquence de consommation habituelle des produits visés a baissé d'environ 25 %**.

[En savoir plus](#)

JGP

Hongrie



À la suite d'un accord conclu avec le patronat et les syndicats, **le gouvernement s'est engagé à réduire la taxe sur les salaires à condition que la hausse des salaires se poursuive à un rythme suffisant**. De 2016 à 2018, les salaires minimum des travailleurs qualifiés et non qualifiés ont en effet augmenté de plus de 10%. Dans le même temps, l'impôt sur les salaires est passé de 27 % à 19,5 % et cette tendance devrait se poursuivre en 2019 car l'accord stipule qu'il baissera encore à quatre reprises de 2% à chaque occasion. Cette baisse est conditionnée à une hausse concomitante des salaires d'un minimum de 6% par an.

[En savoir plus](#)

VMD

Jordanie



Un **projet de loi fiscale**, visant à **augmenter les impôts** des particuliers de 5 % et ceux des entreprises de 20 à 40%, fait l'objet de **vives contestations** dans le pays. À l'appel des syndicats, de nombreux jordaniens ont manifesté contre ce projet, qui diminue le pouvoir d'achat déjà entamé par la hausse du prix du pain et l'augmentation des taxes sur les produits de première nécessité. Ces mesures fiscales font suite à **l'approbation par le FMI en 2016 d'une ligne de crédit de 723 millions de dollars en trois ans**, et à l'engagement de la Jordanie de lancer des réformes en profondeur et de réduire son déficit à 77 % du PIB d'ici 2021 (94 % en 2015).

[En savoir plus](#)

VMD

2 – Gouvernance

- Réorganisations administratives et territoriales
- Délivrance du service public
- Concessions, délégations et partenariats
- Nationalisations et privatisations

Belgique



Le **secteur de l'économie sociale est très développé** en Belgique, où 567 000 personnes travaillent dans près de 18 000 entreprises (dont 95 % d'associations à but non lucratif). Il mise très fortement sur le financement participatif (*crowdfunding*), afin de diversifier ses modes de financement et réduire sa dépendance par rapport au secteur public. Cette modalité de financement est en **pleine expansion**, car 30 % des Belges interrogés, lors d'une étude réalisée par la Banque CBC et l'école de gestion HEC de l'université de Liège, ont financé une organisation à but social au cours des douze derniers mois, et 40 % envisagent de le faire. Cet engouement provient de la recherche de sens chez le donateur, qui privilégie les secteurs à impact social plus visibles et concrets.

[En savoir plus](#)

VMD

Canada



Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et l'entreprise Greybox Solutions Inc. (qui gère déjà la plateforme sécuritaire de surveillance de santé *TakeCare*) ont élaboré **un assistant médical virtuel qui utilise l'intelligence artificielle**. Il aide les patients, qui souffrent de maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension, ou l'insuffisance cardiaque, à réaliser eux-mêmes leur **surveillance médicale**. Ceci permet **d'optimiser les visites chez le médecin**, en réduisant le temps consacré à l'analyse des données médicales. Par ailleurs, grâce à ce dispositif, les **personnes éloignées ou à mobilité réduite** peuvent bénéficier également d'un suivi médical régulier. Ce nouvel outil sera testé dans plusieurs hôpitaux avant d'être étendu fin 2018.

[En savoir plus](#)

VMD

Émirats Arabes Unis



Dubaï met actuellement en œuvre une **plateforme intelligente** visant à explorer une nouvelle approche en matière de sécurité publique : **garantir une sécurité maximale sans pour autant recourir à une présence policière permanente**. Ce plan s'appuie principalement sur la mise en place de caméras autour des habitations et sur une utilisation responsable des données des citoyens, en particulier leurs données de géolocalisation. Cette plateforme a comme objectif d'améliorer la réactivité en matière de sécurité. À titre d'exemple, il existe désormais en cas d'incendie un service identifiant instantanément le véhicule de secours le plus approprié ainsi que l'itinéraire le plus rapide. Enfin, le **développement de la reconnaissance faciale** est supposé favoriser une meilleure prévention des délits, et augmenter considérablement les arrestations juste après un délit.

[En savoir plus](#)

EG

Palestine



La Banque mondiale a lancé un plan pour encourager une **meilleure gestion des finances publiques** palestiniennes, passant notamment par une meilleure application des standards internationaux. Une première aide de trois millions de dollars sera destinée à favoriser les liens entre secteurs public et privé, par la **participation du secteur privé dans les prestations de service public**. Une autre aide de 13 millions de dollars visera l'innovation dans le secteur privé en incitant à la **création de start-ups**. Les deux initiatives conjointes visent à **dynamiser l'économie numérique** et à mobiliser des ressources afin de développer les territoires palestiniens.

[En savoir plus](#)

EG

3 - Relation à l'utilisateur

- Action publique numérique
- Démarches qualité

- Gouvernement ouvert et transparence
- Participation des citoyens et coproduction

Argentine



La province de Corrientes vient de mettre en place un nouvel outil de communication sécurisé à travers la **création d'une page Facebook DGRCorrientes**, (équivalent de la Direction générale des finances publiques). Il s'agit d'interagir différemment avec les usagers. **L'utilisation des réseaux sociaux** devrait ainsi faciliter et optimiser l'accès des citoyens aux services fiscaux et leur fournir une assistance plus poussée. En outre, l'usage du chat Facebook permet une plus grande accessibilité et flexibilité des services proposés, puisque ceux-ci s'adaptent à tous les terminaux mobiles. Ce nouveau service s'inscrit plus globalement dans la politique de modernisation de l'État et rejoint d'autres avancées comme par exemple la dématérialisation fiscale.

[En savoir plus](#)

EG

Géorgie



Les autorités municipales de Tbilissi s'associent aux citoyens pour rendre la ville plus verte et **engager une réflexion environnementale et sociale**. Des enfants de familles défavorisées ont participé à des ateliers où ont été formulées des propositions visant à créer des espaces plus verts. Ainsi, **trois grands espaces** ont été restructurés et aménagés de manière plus respectueuse de l'environnement, grâce au **travail conjoint des habitants et de l'administration locale**. Le projet avait initialement été soutenu par des ONG, dont le GEF SGP (Global Environment Facility Small Grants Programme), qui a lancé plus d'une cinquantaine d'initiatives écologiques de ce type depuis 2012.

[En savoir plus](#)

EG

Inde



Fields of View est un **organisme de recherche à but non lucratif basé à Bangalore qui utilise des jeux et des simulations pour favoriser le développement de meilleures politiques publiques**. Habituellement orienté vers la création de simulations et de systèmes multi-agents pour des économistes, des étudiants ou des praticiens de l'action publique, *Fields of View* développe actuellement **un jeu pour le grand public intitulé « The Constitution Project »**. Dans le cadre de son développement, des jeux de société, des applications mobiles et de jeux vidéo seront créés afin d'aider les utilisateurs à mieux comprendre la Constitution, notamment le contrat social qu'elle incarne.

[En savoir plus](#)

JGP

Ukraine



Les jeunes Ukrainiens s'intéressent peu à la politique (32,1 % des ukrainiens âgés de 18 à 35 ans selon une étude du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et se sentent peu utiles à la société (près de la moitié estime n'avoir aucun impact sur le fonctionnement de l'État). C'est pourquoi, le PNUD a initié le **projet U-Inn**, qui fait appel à la créativité des jeunes Ukrainiens afin de promouvoir des **projets en relation avec des objectifs de développement durable**. Suite à l'organisation de plusieurs événements, plusieurs idées ont émergé dont celle d'une équipe d'Odessa qui a créé une application mobile pour les militants civiques et les journalistes afin de détecter les risques potentiels de corruption au sein du conseil municipal. **Les retours de ce programme sont très positifs** : fort engagement des jeunes Ukrainiens dont 44 % des participants ont affirmé utiliser les outils développés afin de contribuer à l'élaboration des politiques publiques au niveau local.

[En savoir plus](#)

VMD

Thaïlande



Le gouvernement thaïlandais vient de lancer le programme « Coding Thailand » et le site CodingThailand.org, visant à **former dix millions de jeunes Thaïlandais au codage et à l'informatique au cours des trois prochaines années**. Le programme a été développé en collaboration avec Code.org, premier centre d'apprentissage informatique au monde, ainsi que des entreprises privées. La **méthode pédagogique utilisée est basée sur le divertissement**, pour mieux inculquer une culture numérique à ses nouveaux citoyens et combler le manque d'experts en cybersécurité. Plus largement, le projet tend à réduire les écarts sociaux, économiques et éducatifs et s'inscrit dans la **stratégie globale de Thaïlande 4.0** dont l'objectif est de faire de l'industrie nationale une industrie de haute technologie et d'innovation.

[En savoir plus](#)

EG

4 – Emploi public

- Statut, positions d'activité et rémunération
- Management et évaluation

- Recrutement et formation
- Évolutions sociétales

États-Unis



Le président des États-Unis, Donald Trump, a signé trois décrets qui traduisent son programme visant à sortir de la bureaucratie traditionnelle et à **rendre plus efficace la fonction publique américaine**. Ces textes ont pour objectif principal **d'identifier une potentielle sous-performance des employés de la fonction publique** et d'encourager vivement les managers à les licencier. L'idée portée par le gouvernement est que chaque denier public doit être utilisé à bon escient. Par ailleurs, **le nouveau texte réduit fortement le pouvoir des syndicats**, par exemple via l'interdiction pour un employé de consacrer plus de 25 % de son temps de travail aux activités syndicales.

[En savoir plus](#)

EG

Chine



Le Conseil exécutif hongkongais a décidé de **relever l'âge légal de départ à la retraite des fonctionnaires de 60 à 65 ans**. C'est la deuxième fois en trois ans que le gouvernement prend une mesure de ce type pour faire face au vieillissement de la population et à une force de travail qui se raréfie. En outre, l'élévation de l'âge de départ à la retraite est **considérée comme un moyen de faire face à la pauvreté chronique des plus de 65 ans qui touche 45 % d'entre eux**. Si ces derniers représentent actuellement 16,5% de la population de Hong Kong, des prévisions suggèrent que ce pourcentage pourrait doubler d'ici 2066.

[En savoir plus](#)

EG

Kosovo



Les syndicats de la fonction publique s'élèvent en nombre contre le projet de loi visant à **niveler les salaires des fonctionnaires**. Si cette loi était adoptée, les syndicats estiment que des situations injustes verraient le jour. Par exemple, dans certains cas, un médecin spécialiste pourrait ainsi avoir un coefficient de rémunération inférieur à celui d'un chauffeur. Le principal syndicat des professionnels de santé, entre autres, compte formuler des propositions concrètes et a déjà prévenu le gouvernement d'une probable grève si leurs demandes n'étaient pas prises en considération. Les revendications portent principalement sur une **meilleure prise en compte du niveau d'études et des qualifications dans le calcul des coefficients de rémunération**.

[En savoir plus](#)

EG

Royaume-Uni



Quatorze syndicats du *National Health Service* (NHS, le système de santé publique) ont voté en faveur d'un accord triennal passé avec le gouvernement central qui allouera un fonds spécial de 4,2 milliards de livres sterling. Cet accord porte sur **une augmentation de salaire de 6,5 % en moyenne dont bénéficieront plus d'un million d'agents du NHS** dont le salaire horaire minimum sera désormais fixé à £8,93. Cette revalorisation salariale devrait permettre de **faciliter un recrutement jusqu'alors difficile dans les professions les moins rémunérées du secteur de la santé**.

[En savoir plus](#)

JGP

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MADELIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MA-DUPONT, CHARGÉE D'ÉTUDES
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : ÉLODIE GRAZIANI, VIRGINIE MA-DUPONT, JEAN-GABRIEL PLUMELLE / NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)
<https://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2018



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS